

Marché à procédure adaptée

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES (CCTP)

Objet du marché :

**Transports sanitaires terrestres de patients
du Groupement Hospitalier de Territoire
« Lorraine Nord »**

L'Etablissement support du GHT :

Centre Hospitalier Régional Metz-Thionville
Direction des Achats et des Approvisionnements
1 allée du Château – CS 45001
57085 Metz – Cedex 03
Téléphone : 03.87.66.48.70
Télécopie : 03.87.17.99.18



Article 1 - Objet du marché	3
1.1 Projet - objectif.....	3
1.2 Contexte.....	4
1.3 Contraintes particulières d'exécution de la prestation	4
1.3.2. Lieux d'exécution de la prestation.....	4
1.3.3. Descriptif des lots	5
Article 2 – Expression détaillée de la prestation	6
2.1 Fonctions/services attendus – caractéristiques techniques – exigences minimales obligatoires.....	6
2.1.1. Caractéristiques techniques de la prestation	6
2.1.2. Moyens techniques du titulaire.....	8
2.1.3. Moyens professionnels du titulaire.....	9
2.1.4. Caractéristiques environnementales et sociétales	10
2.2 Contraintes internes	10
2.2.1. Sécurité	10
2.2.2. Hygiène.....	10
2.2.3. Prise en charge du patient	11
2.2.6. Continuité du service	11
2.3 Contraintes externes – respect des normes et de la réglementation.....	12
2.3.1. Règlements et normes	12
2.3.2. Agrément	12
Annexe 3 – Définition des prestations.....	13
3.1 Calendrier	13
3.2 Dispositions générales	13
3.3 Spécifications techniques générales.....	13
3.3.1 Prescription médicale de transport.....	13
3.3.2 Modalités d'émission de la demande de transport	13
3.3.3 Choix du transport.....	14
3.3.4 Mode d'attribution des courses	14
3.3.5 Délais d'intervention.....	15
3.3.6 Annulation d'une commande de transport ou défaillance marché	15

Article 1 - Objet du marché

1.1 Type de prestation

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Techniques Particulières concernent les prestations désignées ci-dessous :

Prestations de transports sanitaires terrestres

Le présent marché a pour objet d'assurer les transports de patients dont le transport a été prescrit par l'un des établissements constituant le Groupement Hospitalier de Territoire Lorraine Nord (GHT 6)

En application de l'article 80 de la Loi de Financement de la Sécurité Sociale (LFSS) pour 2017, il s'agit des transports suivants, à la charge financière et organisationnelle des établissements du GHT 6, réalisés par des prestataires extérieurs :

- Les transports « inter-établissements », à savoir les transports de patients hospitalisés depuis une entité juridique membre du groupement hospitalier de territoire vers une autre entité juridique, membre ou non du GHT, avec ou sans retour ;
- Les transports « intra-établissement », à savoir les transports entre entité géographique d'une même entité juridique ;
- Les transports d'un patient vers son domicile (ou vers une structure assimilée – EHPAD notamment) en cas de permission de sortie à visée thérapeutique d'une durée inférieure à 48heures, ainsi que son retour vers l'établissement ;
- Les transports provisoires de patients hospitalisés pour la réalisation d'une prestation en dehors de l'établissement (en cabinet de ville par exemple) à l'exception des transferts pour réalisation d'une séance de radiothérapie dans une structure d'exercice libéral ou un centre de santé.

Par ailleurs, et à l'exception des USLD, tous les champs d'activité sanitaires des établissements sont visés : MCO, SMR psychiatrie.

Les modes et types de transports relevant du présent marché sont les suivants pour cette première partie du CCTP :

- Transport sanitaire non médicalisé allongé
- Transport sanitaire assis professionnalisé
- Transport de Personnes à Mobilité Réduite (TPMR)
- Transport sanitaire bariatrique

Sont exclus, du présent marché, les cas prévus à l'article 1^{er} du décret n°2018-354 du 15 mai 2018 portant sur la prise en charge des transports de patients :

- Les transports médicalisés ;
- Les transports effectués dans le cadre de l'aide médicale d'urgence (autrement dit quand la commande de transport est passée par un Samu-Centre 15) ;
- Le transport visant à hospitaliser un patient. Sont visés les transferts d'un patient depuis son domicile vers un établissement membre du Groupement hospitalier de territoire en vue de son hospitalisation mais également les transferts depuis un établissement membre du Groupement hospitalier de territoire vers un autre établissement lorsque le patient n'est pas hospitalisé au

moment du transfert ;

- Les retours définitifs d'un patient vers son domicile ;
- Les transports de patients non hospitalisés depuis leur domicile vers un établissement membre du groupement hospitalier de territoire pour la réalisation d'une consultation externe (notamment de préadmission) ;
- Les transports provisoires et définitifs depuis et vers une unité de soins de longue durée à l'exception des transports réalisés entre deux établissements relevant d'une même entité géographique ;
- Les transports provisoires et définitifs depuis et vers un EHPAD à l'exception des transports réalisés entre deux établissements ou relevant d'une même entité géographique.

1.2 Contexte

Le décret n°2018-354 du 15 mai 2018 a défini le périmètre et les modalités de prise en charge des transports au sein d'un même établissement ou entre deux établissements de santé et de préciser les règles concernant la prise en charge des transports des patients bénéficiant de permissions de sortie. Il entre en vigueur dès le 1^{er} octobre 2018.

Les données d'activité (volumétries) relatives aux transports sanitaires sont présentées à l'annexe n°1 au CCTP « Etat des besoins du GHT 6 ».

1.3 Contraintes particulières d'exécution de la prestation

L'article L. 6312-1 du code de la santé publique dispose ainsi que : « constitue un transport sanitaire, tout transport d'une personne malade, blessée ou parturiente, pour des raisons de soins ou de diagnostic, sur prescription médicale ou en cas d'urgence médicale, effectué à l'aide de moyens de transports terrestres, aériens ou maritimes, spécialement adaptés à cet effet ».

L'article L. 6312-2 du code de la santé publique dispose que : « Toute personne effectuant un transport sanitaire doit avoir été préalablement agréée par le directeur général de l'agence régionale de santé ».

Si cette définition restreint le transport pour patient aux seuls transporteurs sanitaires agréés, le code de la sécurité sociale, en son article L. 322-5 élargit cette définition aux taxis ayant conclu une convention avec un organisme local d'assurance maladie.

1.3.2. Lieux d'exécution de la prestation

La prestation est exécutée à la demande de chaque établissement prescripteur, membre du GHT 6 dont la liste des sites est la suivante :

Etablissement	Adresse
CH de Boulay	1 rue de l'Hôpital, 57220 Boulay
CH de Briey	Place du Quartier Igert, 54150 Briey
CH de Lorquin	5 rue du Général De Gaulle, 57790 Lorquin
CHR Metz-Thionville	Sites de Metz : Hôpital de Mercy : 1, Allée du Château, 57 000 Metz Hôpital Félix Maréchal : 1, rue Xavier Roussel 57 050 Metz Pôle Mère enfant : 1 Allée du Château, 57 000 Metz EHPAD St Jean : Rue St Jean 57 000 Metz

HRIA Legouest (Soins palliatifs et SMR) : Rue de Frères Lacretelle, 57070 Metz

EHPAD Le Parc : Rue Claude Bernard 57 000 Metz

Sites de Thionville :

Hôpital Bel Air : Rue du Friscaty 57 100 Thionville

Hôpital Hayange : 53 Rue de Wendel, 57700 Hayange

EPDS de Gorze	163 rue de la Meuse, 57680 Gorze
EPSM Metz-Jury	BP 75088, 57073 Jury
HRIA Legouest	Rue de Frères Lacretelle, 57070 Metz

Les transporteurs réalisant la prescription doivent se conformer aux circuits et modalités d'accès définis par chaque établissement. Ils sont présentés à l'annexe n°2 au CCTP « Plans des établissements du GHT 6 ».

A noter qu'au CH de Gorze, un nouvel établissement va être construit à Ars-sur-Moselle en 2026. S'agissant d'un EHPAD, cette construction n'affectera pas les volumes du transport Article 80 pour cet établissement.

1.3.3. Descriptif des lots

Le marché porte sur les prestations détaillées à l'annexe n°1 au CCTP « Etat des besoins du GHT 6 » selon l'allotissement suivant :

Etablissement bénéficiaire de la prestation	N° Lot	Intitulé du lot	Amplitudes horaires minimales exigées	
CH de Boulay	Lot 1	Transport sanitaire allongé non médicalisé et assis professionnalisé	Jours ouvrés (Hors weekend et jours fériés)	06h-20h
CH de Briey	Lot 2	Transport sanitaire allongé non médicalisé et assis professionnalisé	Jours ouvrés (Hors weekend et jours fériés)	07h-20h
CH de Lorquin	Lot 3	Transport sanitaire allongé non médicalisé et assis professionnalisé	Jours ouvrés, weekends et jours fériés	24h/24 et 7i/7
CH de Lorquin	Lot 4	Transport sanitaire bariatrique et TPMR	Jours ouvrés, weekends et jours fériés	24h/24 et 7i/7
CHR Metz-Thionville	Lot 5	Transport sanitaire assis professionnalisé	Jours ouvrés, weekends et jours fériés	24h/24 et 7i/7
CHR Metz-Thionville	Lot 6	Transport sanitaire allongé non médicalisé	Jours ouvrés, weekends et jours fériés	24h/24 et 7i/7
EPDS de Gorze	Lot 7	Transport sanitaire allongé non médicalisé et assis professionnalisé	Jours ouvrés (Hors weekend et jours fériés)	07h-20h
EPSM Metz-Jury	Lot 8	Transport sanitaire allongé non médicalisé et assis professionnalisé	Jours ouvrés, weekends et jours fériés	24h/24 et 7i/7
HRIA Legouest	Lot 9	Transport sanitaire allongé non médicalisé et assis professionnalisé	Jours ouvrés (Hors weekend et jours fériés)	07h-20h
GHT (Hors Lorquin)	Lot 10	Transport sanitaire bariatrique	Jours ouvrés, weekends et jours fériés	24h/24 et 7i/7
GHT (Hors Lorquin)	Lot 11	Transport sanitaire TPMR	Jours ouvrés, weekends et jours fériés	24h/24 et 7i/7

Les prestations de transport sanitaire doivent pouvoir être assurées, quelle que soit la modalité de transport définie au moment de la prescription (transport assis ou allongé) selon les plages horaires définies à l'annexe n°1 au CCTP « Etat des besoins du GHT 6 ». Sont mentionnées les amplitudes horaires minimales exigées par les établissements. Les sociétés pourront proposer des transports sur une amplitude plus importante dans le « Cadre de réponse technique ». Ces efforts seront fortement valorisés dans la note finale.

La prestation doit être réalisée aux horaires définis lors de la demande de transport.

Les quantités prévisionnelles indiquées dans l'annexe n°1 sont des quantités cibles mensuelles de référence, correspondant à l'état estimatif des besoins. Elles ne constituent en aucun cas un engagement des établissements.

Article 2 – Expression détaillée de la prestation

2.1 Fonctions/services attendus – caractéristiques techniques – exigences minimales obligatoires

2.1.1. Caractéristiques techniques de la prestation

▪ **Transports sanitaires non médicalisés allongés**

En conformité avec les dispositions du code de la santé publique et de l'arrêté du 23 décembre 2006 fixant le référentiel de prescription des transports prévu à l'article R. 322-10-1 du code de la sécurité sociale, cette catégorie vise les transports par ambulance de patients s'inscrivant dans les cas de figure suivants :

- Le patient présente au moins une déficience ou des incapacités nécessitant un transport obligatoirement en position allongée ou semi-assise ;
- Le patient nécessite un transport avec surveillance par une personne qualifiée ou nécessitant l'administration d'oxygène ;
- Le patient nécessite un transport avec brancardage ou portage, ou un transport devant être réalisé avec des conditions d'asepsie.

Le prestataire assure la prise en charge des patients jusqu'à un poids de 179 kg inclus. Les transports de patients dont le poids est égal ou supérieur à 180 kg relèvent de la catégorie des transports bariatriques, nécessitant des moyens humains et matériels spécifiques non couverts par le présent lot. Les seuls prestataires habilités à répondre à cette catégorie de prestations sont les transporteurs sanitaires agréés dans les conditions définies aux articles R. 6312-1 du code de la santé publique et bénéficiant d'une autorisation de mise en service délivrée dans les conditions définies aux articles R. 6312-33 du même code.

Le prestataire s'engage ainsi à disposer pour l'exécution de ce marché de l'équipage conforme au code de la santé publique : 2 équipiers dont au moins un titulaire du diplôme d'Etat d'ambulancier (DEA) et 1 deuxième titulaire de l'attestation de formation d'auxiliaire ambulancier ou titre équivalent.

▪ **Transports sanitaires assis professionnalisés**

En conformité avec les dispositions du code de la santé publique, du code de la sécurité sociale et de l'arrêté du 23 décembre 2006 fixant le référentiel de prescription des transports prévu à l'article R. 322-10-1 du code de la sécurité sociale, cette catégorie vise les transports assis professionnalisés (TAP) s'inscrivant dans les cas de figure suivants :

- Déficience ou incapacité physique invalidante nécessitant une aide au déplacement technique ou humaine mais ne nécessitant ni brancardage ni portage ;
- Déficience ou incapacité intellectuelle ou psychique nécessitant l'aide d'une tierce personne

pour la transmission des informations nécessaires à l'équipe soignante en l'absence d'un accompagnant ;

- Déficience nécessitant le respect rigoureux des règles d'hygiène ;
- Déficience nécessitant la prévention du risque infectieux par la désinfection rigoureuse du véhicule.

Cette catégorie peut également viser des transports prescrits pour l'assuré ou l'ayant droit soumis à un traitement ou ayant une affection pouvant occasionner des risques d'effets secondaires pendant le transport.

Les seuls prestataires habilités à répondre sont :

- Les transports sanitaires agréés dans les conditions définies aux articles R. 6312-1 du code de la santé publique et bénéficiant d'une autorisation de mise en service délivrée dans les conditions définies aux articles R. 6312-33 du même code, à savoir les véhicules sanitaires légers (VSL).

Le prestataire s'engage, pour chaque transport, de disposer d'une personne titulaire du diplôme d'Etat d'ambulancier ou de la qualification d'auxiliaire ambulancier ou leurs équivalents.

Cette prestation comprend une aide au déplacement et à l'installation du patient dans le véhicule, la mise à disposition par le titulaire d'un fauteuil roulant pour PMR ou un cosy ou siège automobile pour enfant, une transmission des informations nécessaires à l'équipe soignante, le respect rigoureux des règles d'hygiène et la prévention du risque infectieux et la conservation à bord du véhicule d'une trousse de secours dont la composition minimale est précisée dans ladite convention.

- Les entreprises de taxis conventionnées avec les caisses primaires d'assurance maladie pour le transport de patient, qui par nature en vertu de leur conventionnement d'une part exploitent de façon effective et continue leur autorisation de stationnement depuis plus de deux ans et d'autre part proposent une prestation conforme à l'arrêté du 23 décembre 2006 fixant le référentiel de prescription de transport.

▪ **Transport sanitaire bariatrique**

Ces lots visent à la prise en charge de patients en situation d'obésité de plus de 180 kg nécessitant une prise en charge adaptée et sécurisée avec des équipements particuliers permettant de respecter l'intégrité physique de la personne transportée. Sur demande spécifique d'un établissement, et en cas d'évaluation par un médecin d'un risque mécanique de la prise en charge du patient, un patient de moins de 180 kg pourra être transporté par l'intermédiaire de ce marché.

Les patients de plus de 180kg concernés sont ceux avec un IMC ≥ 40 kg/m² ou bien avec un IMC ≥ 35 kg/m² associé à au moins une comorbidité susceptible d'être améliorée après la chirurgie (notamment hypertension artérielle, syndrome d'apnées hypopnées obstructives du sommeil (SAHOS) et autres troubles respiratoires sévères, désordres métaboliques sévères, en particulier diabète de type 2, maladies ostéo-articulaires invalidantes, stéatohépatite non alcoolique.

▪ **Transport TPMR**

Ce lot vise la prise en charge de patients en fauteuil roulant ou présentant une mobilité fortement réduite, nécessitant un accompagnement spécifique et un véhicule aménagé (rampe, ancrages, espace adapté). Le transport s'effectue en position assise, dans des conditions assurant la sécurité, le confort et la dignité du patient. Le personnel doit être formé à l'accueil et à l'accompagnement de personnes en situation de handicap.

▪ **Particularités quant au transport de patients relevant d'une prise en charge psychiatrique**

Le transport des patients de secteur psychiatrique peut être effectué soit par ambulance, soit par VSL taxi ou TPMR en fonction de l'évaluation clinique du patient et de l'indication médicale.

Pour les transports en VSL des patients du secteur psychiatrique convoqués au tribunal (patients hospitalisés à la demande d'un tiers), les ambulanciers sont tenus de rester sur place jusqu'à la fin de l'audience.

Il est à noter que, exceptionnellement et sur demande exclusive du service, le nombre d'accompagnants peut être renforcé dans le cas du transport en ambulance.

Une annexe du Tribunal de Grande Instance de Metz est située à l'EPSM Metz Jury. Le transport des patients vers cette annexe peut être effectué par un service interne au CH de Lorquin ou à l'EPSM Metz Jury.

2.1.2. Moyens techniques du titulaire

▪ **Exigences communes**

Chaque véhicule devra faire l'objet d'un entretien régulier. Les maintenances permettant le bon fonctionnement du véhicule devront être réalisées et tracées sur des fiches de traçabilité, pouvant être demandée à tout moment par les établissements du GHT Lorraine Nord.

Le titulaire décrira dans le « Cadre de réponse technique » ses pratiques concernant l'entretien, la maintenance et le renouvellement de son parc. En complément, le titulaire précisera s'il dispose, le cas échéant, d'un système de géolocalisation de ses véhicules.

Il est rappelé que l'utilisation, par les titulaires, de linge hospitalier (draps, couverture, alèses à usage unique...) ainsi que du matériel (oxygène...) et des contentions est strictement interdite. Le titulaire devra renseigner dans le « Cadre de réponse technique » le matériel dont il dispose et qui sera mis à disposition dans le cadre du marché afin de respecter cette obligation.

▪ **Transports sanitaires non médicalisés allongés**

Les véhicules sont de type A (norme européenne EN 1789) ou de catégorie C (cf. article R. 6312-8 du Code de la Santé Publique).

Le titulaire sera en mesure de transporter des patients d'un poids pouvant aller jusqu'à 180kg quelle que soit leur taille.

Les équipements des ambulances, pour le transport sanitaire pédiatrique allongé, doit être homologué pour le transport des nourrissons. Une prise d'alimentation électrique de 220V, en état de fonctionnement, doit être prévue dans la cellule.

▪ **Transports sanitaires assis professionnalisés**

Les véhicules sont de catégorie D (cf. article R.6312-8 du Code de la Santé Publique) ou taxi, donc conforme à la réglementation propre au TAP (Transport Assis Professionnalisé).

Les moyens relatifs au transport sanitaire pédiatrique assis (cosy, siège automobile) doivent être conformes aux normes de sécurité en vigueur et dont les moyens de fixation sont conformes au code de la route.

Le transport assis partagé doit être privilégié par tout moyen à disposition du titulaire.

▪ **Transport sanitaire bariatrique**

Les véhicules devront présenter les caractéristiques suivantes (pour les patients supérieurs à 180kg) :

- Véhicule grand volume (Catégorie A) dont l'agencement est compatible avec l'accueil d'un brancard bariatrique
- Un brancard bariatrique (jusqu'à 250 kg)
- Un système d'arrimage adapté/conforme à la réception d'un brancard bariatrique
- Une chaise porteuse bariatrique

- Un matelas coquilles et portoirs souples pour personnes obèses
- Des dispositifs d'aide au transfert et à la manutention adaptés (système motorisé pour faciliter l'entrée et la sortie du malade)
- L'aménagement mobilier de la cellule sanitaire devra permettre la médicalisation du patient

▪ **Transport TPMR**

Le titulaire devra disposer de véhicules adaptés au transport de personnes à mobilité réduite, conformes à la réglementation en vigueur, notamment en matière d'accessibilité et de sécurité. Ces véhicules devront être équipés a minima :

- D'un système d'accès adapté (rampe d'accès ou hayon élévateur),
- D'un espace suffisant pour accueillir un ou plusieurs fauteuils roulants en toute sécurité, (y compris les fauteuils roulants électriques)
- De dispositifs d'ancrage normalisés pour le fauteuil roulant et de ceintures de sécurité pour le patient,
- D'un système de chauffage et de ventilation adapté à la zone dédiée au patient.

2.1.3. Moyens professionnels du titulaire

Pour les lots mono-attributaire, le titulaire doit disposer des moyens humains nécessaires à l'activité décrite en annexe n°1 au CCTP « Etat des besoins du GHT 6 ».

Les professionnels réalisant des transports en ambulance ou VSL doivent répondre aux exigences en matière de qualification et d'aptitude professionnelle et avoir fait l'objet d'une déclaration auprès de l'Agence Régionale de Santé.

Les professionnels réalisant des transports en taxi doivent avoir réussi l'examen du certificat de capacité professionnelle et disposer de la carte professionnelle délivrée par la Préfecture.

Les moyens mis en œuvre pour assurer la régulation au sein de l'entreprise ou du groupement devront être détaillés dans le « Cadre de réponse technique ». (Moyens humains, outil informatique, numéro d'appel unique, ...).

Les établissements du GHT se réservent le droit d'exiger du titulaire du marché, sans versement d'aucune indemnité, l'interdiction de prendre part à la prestation, tout agent salarié de l'entreprise, en cas de manquement aux obligations contractuelles visées ci-dessous ou comportements contraires à la charte du patient ci-annexée ou exigences ayant trait à la sécurité des sites relevant du ministère de la défense, sans qu'aucune justification particulière ne soit apportée à cette décision par l'établissement contractant.

Le personnel de l'entreprise affecté aux transports sanitaires objet du marché devra :

- Être muni d'un badge et revêtu, aux frais de l'entreprise, d'une tenue maintenue en parfait état de propreté,
- S'interdire de fumer dans les véhicules, les locaux hospitaliers et en présence des patients,
- Être soumis, aux frais de l'entreprise, au contrôle médical dépendant du service de médecine préventive de l'établissement hospitalier chargé, en particulier, de procéder aux vaccinations obligatoires,
- Être soumis aux règles du secret professionnel dans les mêmes conditions que le personnel hospitalier, ainsi qu'à l'obligation de discrétion professionnelle pour tout ce qui concerne les informations dont ils auraient connaissance dans l'exercice de leur fonction.
- D'une manière générale s'interdire tout comportement de nature à occasionner une gêne pour le patient (téléphone personnel, musique forte ...)

Le titulaire et son personnel, ses associés ou salariés devront se conformer strictement aux dispositions des différents règlements intérieurs des établissements du GHT Lorraine Nord.

Ils devront formellement s'interdire tout racolage ou publicité commerciale dans l'enceinte hospitalière tant auprès des usagers que du personnel hospitalier. Ils ne pourront circuler ou stationner dans l'enceinte hospitalière en dehors du temps nécessaire au chargement ou déchargement des patients ou blessés.

2.1.4. Caractéristiques environnementales et sociétales

Le titulaire précisera dans l'annexe technique « Cadre de réponse technique » son engagement en matière de Responsabilité Environnementale et Sociétale et notamment :

- Formation à l'éco-conduite des professionnels du transport
- Bilan carbone réalisé
- Modalités pour optimiser les trajets
- Véhicules à énergie alternative
- Engagement en matière d'emploi local ou d'emploi de personnes en situation de handicap ou de réinsertion sociale

Toute autre initiative pourra être renseignée et détaillée dans le « Cadre de réponse technique » et pourra être valorisée dans la note finale.

2.2 Contraintes internes

2.2.1. Sécurité

Le titulaire prend toutes les dispositions nécessaires pour garantir la sécurité des biens et des personnes afférentes à son activité.

Les véhicules circulant sur et entre les sites d'intervention doivent respecter la réglementation relative à la circulation sur la voie publique et le règlement intérieur propre à la circulation dans l'enceinte de chaque Etablissement. Les services de gestion des accès ont toute autorité pour faire respecter ce règlement interne de circulation. Les déviations observées seront remontées aux Responsables des établissements du GHT 6.

Il est rappelé que, pour les entreprises locales, le stationnement doit être de courte durée, celle nécessitée par la prise en charge et la dépose des patients.

Sur les sites de Mercy et Bel Air, les parkings sont gérés dans le cadre d'une DSP. A Bel Air, les transporteurs peuvent accéder au parking F3 François Callot. A Mercy, ils peuvent accéder aux emplacements matérialisés pour eux dans le parking souterrain. Le stationnement est limité à 1h30, au-delà, une facturation interviendra.

Toutes les anomalies, accidents qui pourraient survenir lors d'un passage doivent être signalés aux établissements concernés.

2.2.2. Hygiène

Les titulaires doivent fournir dans le « Cadre de réponse technique » le ou les modes opératoires relatifs à l'hygiène des véhicules de transport sanitaire pour tout type de véhicule.

Un mode opératoire doit définir les différentes étapes de nettoyage – désinfection de l'environnement du patient et de l'intérieur de l'ambulance (brancard, matelas de transfert, drap, couverture...) entre chaque prise en charge afin de prévenir tout risque infectieux. Il doit préciser également le matériel et les solutions utilisés et disponibles dans l'ambulance. En cas de transport de patients atteints du COVID-19, l'ambulance sera entièrement désinfectée avant la prise en charge d'un autre patient

L'utilisation de produits avec ammoniums quaternaires est proscrite.

2.2.3. Prise en charge du patient

Les professionnels du transport doivent effectuer :

- Le brancardage du patient au départ et à l'arrivée
- Les formalités administratives d'entrée (réalisation des étiquettes au service des admissions) et de sortie (l'ensemble des documents doivent être sous enveloppe anonymisée)
- Le chargement et le déchargement du patient, l'aide au déplacement et à l'installation du patient dans le véhicule

Pour les transports allers-retours, le temps d'attente est compris dans le forfait de prise en charge.

Il est rappelé que l'accompagnement du patient est dû quel que soit son âge et son état de santé.

Lors de l'arrivée du patient dans un service d'hospitalisation, le transporteur doit préalablement prendre contact avec le personnel soignant. Le transporteur devra, lors de l'arrivée du patient dans le service, installer le patient dans la chambre ou en salle de consultation.

Pour les patients dépendants devant se rendre dans un service de consultation, le transporteur devra informer obligatoirement le personnel soignant.

Pour tout transport, le transporteur doit vérifier obligatoirement l'identité du patient auprès du personnel soignant. Le transporteur se verra confier tous les documents concernant le patient, ses effets personnels, et en particulier la prescription médicale de transport.

Le prestataire devra respecter :

- Les consignes de transport relatives à une prise en charge spécifique (patient en isolement, patient agité, etc) ,
- Les délais de prise en charge des horaires de consultation et des horaires d'admission en hospitalisation.

Parallèlement, le personnel du GHT Lorraine Nord s'engage à remettre au transporteur pour chaque patient transporté, une fiche de liaison à destination des services concernés et précisant les conditions souhaitées pour son transport sous enveloppe anonymisée.

Les prestations de transport seront effectuées dans les délais déterminés et dans l'ordre indiqué.

Lors du transport en VSL, il ne pourra être transporté plus de trois personnes au cours d'une même liaison (patients et éventuels accompagnants).

Sur les sites de Mercy et Bel Air, il est strictement interdit d'utiliser les ascenseurs réservés aux visiteurs pour les prises en charge en brancard.

2.2.6. Continuité du service

L'activité hospitalière induit un principe de continuité de service et exige la permanence des services essentiels. Elle implique que tout service fonctionne de manière régulière, sans interruption autre que celles prévues par la réglementation en vigueur et en fonction des besoins et attentes des usagers. **Les titulaires s'engagent à assurer la continuité de service sur les horaires exigés en toutes circonstances.**

Les titulaires mettent en œuvre les modalités leur permettant d'assurer la continuité de prise en charge des transports, notamment en cas de grève ou de difficultés techniques dans leur Société.

En cas d'interruption imprévue du service, même partielle, les titulaires doivent aviser l'établissement, dans les plus brefs délais, par tous moyens (téléphone, courriel...) et au plus tard 48h avant. Ils doivent prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la continuité du service. Les titulaires ont l'obligation d'assurer les transports sanitaires terrestres pour le compte de l'établissement.

Ils doivent prévoir les modalités d'organisation de secours en cas d'immobilisation des véhicules, ou en cas de grève, et soumettre ces modalités à l'agrément préalable de l'établissement.

Dans le « Cadre de réponse technique », le titulaire doit décrire la/les procédure(s) dégradée(s) proposée(s) pour permettre la continuité du service public en cas d'indisponibilité/incapacité à donner suite à une ou plusieurs commandes de transport.

Le titulaire pourra faire appel à des sous-traitants pour assurer le transport. Le cas échéant, le titulaire est responsable de la qualité de service de ses sous-traitants. Le titulaire doit au préalable s'assurer que le sous-traitant respecte bien l'ensemble des clauses décrites dans ce CCTP.

En cas de difficultés ponctuelles rencontrées pour assurer la continuité du service, les cocontractants conviendront des mesures à prendre pour assurer les prestations de transports sanitaires terrestres. Dans le cas exceptionnel où les titulaires ne pourraient pas assurer les prestations, de façon prolongée, l'établissement peut alors s'adresser à d'autres prestataires de son choix pour la réalisation des prestations, le cas échéant une pénalité forfaitaire s'appliquera telle que définie dans le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux Fournitures Courantes et Services (CCAG-FCS).

2.3 Contraintes externes – respect des normes et de la réglementation

2.3.1. Règlements et normes

Les titulaires doivent respecter la réglementation en vigueur :

- Arrêté du 12 décembre 2017 fixant les caractéristiques et les installations matérielles exigées pour les véhicules affectés aux transports sanitaires terrestres
- Décret n°2012-1007 du 29 août 2012 relatif à l'agrément nécessaire au transport sanitaire terrestre et à l'autorisation de mise en service de véhicules de transports sanitaires (NOR: AFSS1206645D)
- Circulaire n°DGOS/R2/DSS/1A/214 du 27 mai 2013 relative à l'application du décret 2012-1007 relatif à l'agrément nécessaire au transport sanitaire terrestre et à l'autorisation de mise en service de véhicules de transports sanitaires (NOR : AFSH131662C)

Concernant les conditions météorologiques : Aucune majoration de prix n'est admise pour des équipements spéciaux en cas de neige ou de verglas.

En cas de conditions météorologiques dangereuses, risquant de mettre en péril la sécurité des usagers transportés, il est demandé aux conducteurs de prendre toutes les précautions nécessaires et d'avertir la structure concernée ou la famille, de l'annulation éventuelle du transport.

2.3.2. Agrément

Chaque véhicule de transport sanitaire allongé ou assis doit disposer :

- Soit d'un agrément délivré par l'Agence Régionale de Santé pour les ambulances et VSL
- Soit d'une autorisation de stationnement délivrée par la Mairie et d'un conventionnement avec la Caisse Primaire d'Assurance Maladie

Annexe 3 – Définition des prestations

3.1 Calendrier

Les prestations de transports sanitaires terrestres devront démarrer selon le calendrier défini à l'annexe n°1 au CCTP « Etat des besoins du GHT 84 ».

3.2 Dispositions générales

Les établissements du GHT 6 disposant d'un service interne de transport de patients, assurent en priorité par leurs propres moyens les transports sanitaires demandés par les services de soins.

Lorsque leurs moyens ne leur permettent pas de répondre techniquement à la demande ou dans les délais prescrits, ces établissements font appel, à un prestataire extérieur dans les conditions définies dans le présent marché.

3.3 Spécifications techniques générales

3.3.1 Prescription médicale de transport

Une prescription médicale de transport (PMT), établie par un médecin identifié (RPPS-FINESS), doit toujours précéder la réalisation du transport. Il prescrit un moyen de transport au patient, selon son état de santé et son niveau d'autonomie et de déficience, conformément au référentiel de prescription de décembre 2006. Cette prescription est réalisée soit sur un support papier propre à chaque établissement du GHT ou un support informatique pour les établissements informatisés. La prescription a notamment comme objectif d'indiquer au titulaire l'Etablissement prescripteur, c'est à-dire celui assumant la charge financière du transport. La prescription doit indiquer à minima :

- L'identification du patient (nom, prénom, date de naissance, n° de séjour)
- La nature du transport (aller-retour, autorisation de transport simultané de plusieurs patients, etc.)
- La date et l'heure de prise en charge ou du rendez-vous du patient
- Le lieu de prise en charge
- Le lieu de destination précis (indication de l'adresse et de l'établissement /service)
- Le mode de transport assis / couché
- Les précautions d'isolement, les équipements (oxygène...) en tant que de besoin
- Le refus éventuel du port du bracelet d'identification

Et d'autres informations que l'établissement prescripteur jugera indispensables à la bonne prise en charge du patient et à la sécurité du transporteur sanitaire.

3.3.2 Modalités d'émission de la demande de transport

Etablissement	Modalité d'émission de la demande
CH de Boulay	Speedcall
CH de Briey	Speedcall
CH de Lorquin	Par mail ou téléphone via le service de transport, le standard ou les services de soins
CHR Metz-Thionville	Speedcall
EPDS de Gorze	Speedcall
EPSM Metz-Jury	Par mail ou téléphone par les secrétariats des services de soin
HRIA Legouest	Paramédic

Il est demandé à la société titulaire de disposer des moyens informatiques (smartphone ou pc) en interface avec le logiciel Speedcall, si son lot est concerné, dans un délai de 15 jours maximum à la date de notification du marché. L'adhésion à la plateforme est gratuite pour les transporteurs.

Les établissements du GHT ne disposant pas de plateforme de régulation, se réservent la possibilité de mettre en place une plateforme au cours du marché afin de faciliter la régulation des transports. (Société externe ou mise en place en interne).

Les modalités d'émission de la demande sont détaillées dans le l'annexe n°3 au CCTP « Modalités d'émissions de la demande ».

3.3.3 Choix du transport

Le choix des modes de transport TAP ou Ambulance et ses caractéristiques appartiennent à l'Etablissement prescripteur. **Le titulaire s'engage à ne pas modifier le mode de transport prescrit.** Lorsque le titulaire n'est pas en mesure de répondre à une demande de transport en VSL, il peut y substituer un transport en ambulance dans le respect des règles de conformité d'équipage, le cas échéant c'est le tarif VSL qui s'appliquera.

3.3.4 Mode d'attribution des courses

Les modes d'attribution de chacun des lots du marché sont explicités ci-dessous :

Mode d'attribution	Explication	Lots concernés
Mono-attribution	Le transporteur est seul titulaire du lot. Il est sollicité systématiquement pour toutes les demandes relevant du lot.	Lots 1, 2, 4, 8, 10, 11
Multi-attribution en "cascade"	Plusieurs transporteurs sont titulaires. L'acheteur sollicite en priorité le mieux classé, puis les suivants dans l'ordre de classement en cas d'indisponibilité.	Lot 3
Multi-attribution en "bourse"	Plusieurs transporteurs sont titulaires. Chaque mission est proposée à tous ; le premier à répondre obtient la course. Un nombre maximal d'attributaires est défini.	Lots 5, 6, 7, 9

A la suite d'une demande de transport de la part de l'établissement prescripteur, le titulaire devra confirmer la prise en compte de la commande. Dans la confirmation, le titulaire précisera le nom de la société en charge du transport et l'heure de prise en charge du patient, notamment pour les transports programmés.

Dans le cas d'un lot multi attributaire en cascade, le délai d'acceptation des courses laissé aux entreprises est de :

- 1 heure pour un transport prévu au moins 23 heures à l'avance ;
- 20 mn lorsque le transport est demandé le jour même ;
- 10 mn lorsque le délai de partance est d'1 heure

En l'absence de confirmation de la part du titulaire au-delà de ces délais, la demande est transmise au titulaire suivant.

En cas de non-réponse de la part de l'ensemble des titulaires, l'établissement se réserve le droit de solliciter le titulaire arrivé en première position pour solliciter d'autres transporteurs et trouver une solution dans les meilleurs délais.

3.3.5 Délais d'intervention

Pour tous les lots à l'exception des lots du CHR de Metz-Thionville, le candidat proposera un délai d'intervention dans le cadre de demandes non programmées dans le « Cadre de réponse technique ». Ces données feront l'objet d'un critère de sélection dans l'analyse des offres.

Pour rappel, ci-dessous la distinction entre un transport programmé et un transport non programmé :

Type de programmation	Description	Engagement du titulaire
Transports programmés	Transport programmé la veille jusqu'à 20h pour le lendemain à partir de 6h	Le titulaire du marché s'engage à se présenter auprès du service demandeur à <u>l'heure indiquée de prise en charge ou l'heure du rendez-vous médical sur le site de rendez-vous</u> , selon indication
Transports non programmés	Transports pour lesquels une demande est adressée aux titulaires après 20h la veille ou le jour même	Le titulaire du marché s'engage à se présenter auprès du service demandeur <u>dans le délai mentionné dans son offre</u> après le premier appel émanant du régulateur de transport

Des pénalités à l'encontre du prestataire pourront être appliquées en cas de non-respect des délais, celles-ci sont précisées dans le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP).

Parallèlement, les services du GHT 6 s'engagent à limiter l'attente des transporteurs, en particulier en veillant à ce que tous les documents soient prêts avant l'arrivée de ceux-ci dans le service.

Le GHT Lorraine Nord et le prestataire s'engageront dans une démarche commune de traçabilité des dysfonctionnements. Chaque candidat proposera un document exploitable retraçant au minimum et ce, pour chaque trajet (aller, retour éventuel) :

- Service de départ
- L'heure d'appel
- L'heure de prise en charge théorique
- L'heure de prise en charge réelle
- Heure d'arrivée au rendez-vous

Ce document sera envoyé mensuellement à chaque établissement du GHT Lorraine. Cette proposition fera l'objet d'un critère de sélection dans l'analyse des offres.

3.3.6 Annulation d'une commande de transport ou défaillance marché

En cas d'annulation tardive d'une commande de transport par le titulaire ou de non-exécution de la prestation dans les délais requis, l'acheteur pourra constater une défaillance du titulaire.

Des pénalités pourront être appliquées conformément aux dispositions prévues dans le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP).